

Conjoncture de l'emploi et du chômage au 3^e trimestre 2016

L'emploi continue de progresser

Au 3^e trimestre 2016, l'activité économique en France se redresse modérément, de 0,2 % après -0,1 % au 2^e trimestre. L'emploi salarié marchand non agricole continue de croître (+51 200 postes) : l'emploi augmente de nouveau dans le secteur tertiaire hors intérim (+26 600) et l'intérim repart à la hausse (+29 500) après deux trimestres stables. Les destructions d'emploi se poursuivent dans l'industrie (-4 700) et le nombre d'emplois est presque stable dans la construction (-300). Le nombre de bénéficiaires de contrats aidés diminue (-26 000) tandis que le nombre de personnes entrées en formation augmente (+7 000). Dans l'ensemble de l'économie, l'emploi progresse au 3^e trimestre 2016 : +54 000 postes après +39 000 postes au trimestre précédent.

Le taux de chômage au sens du BIT augmente de 0,1 point au 3^e trimestre 2016 et s'établit à 9,7 % de la population active en France métropolitaine (10,0 % en France entière). Par rapport au trimestre précédent, 69 200 personnes de plus sont inscrites à Pôle emploi en France métropolitaine, toutes catégories confondues (A, B, C, D, E). Le nombre d'inscrits diminue de 35 200 pour la catégorie A (après -5 300 au 2^e trimestre 2016) mais augmente de 45 600 pour les catégories A, B, C (après -19 500 au 2^e trimestre 2016).

Dans la zone euro, l'activité continue de progresser (+0,3 % comme au trimestre précédent). Le taux de chômage au sens du BIT poursuit sa baisse à 9,8 % de la population active (-0,8 point par rapport au 3^e trimestre 2015).

L'activité se redresse modérément en France au 3^e trimestre 2016

Le produit intérieur brut (PIB) augmente légèrement : +0,2 % au 3^e trimestre 2016 (après -0,1 % au trimestre précédent) [1]. L'acquis de croissance pour l'année 2016 s'élève à 1,1 %, faisant suite à une hausse du PIB de +1,2 % l'année passée.

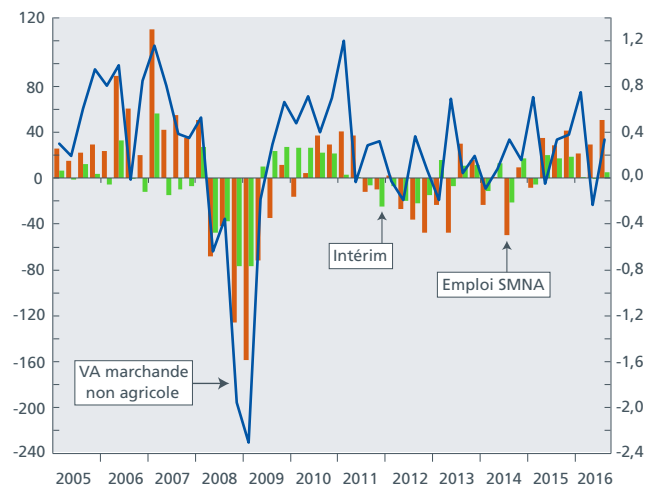
La demande intérieure finale hors stocks reste presque stable ce trimestre. Elle contribue à la croissance du PIB pour 0,1 point au 3^e trimestre 2016, comme au trimestre précédent. Les dépenses de consommation des ménages stagnent pour le deuxième trimestre consécutif après une forte croissance au premier trimestre de l'année (+1,1 %), tandis que celles des administrations publiques augmentent quasiment au même rythme qu'au trimestre précédent (+0,3 % après +0,4 %). L'investissement des entreprises non financières continue de marquer le pas (-0,4 % après -0,2 %). En revanche, il poursuit son redressement pour les administrations publiques (+1,1 %) et pour les ménages (+0,6 %), confirmant les hausses des deux trimestres précédents. Le commerce extérieur contribue négativement à la croissance ce trimestre (-0,6 point après +0,5 point). Les exportations se redressent (+0,5 % après -0,1 %) tandis que les importations rebondissent fortement (+2,5 % après -1,7 %). La contribution des variations de stocks à la croissance du PIB est positive ce trimestre (+0,7 point après -0,7 point).

Graphique 1

Emploi salarié et valeur ajoutée des secteurs marchands non agricoles

Évolution trimestrielle en milliers, CVS

Évolution trimestrielle %, CVS



Emploi sur l'échelle de gauche et valeur ajoutée marchande non agricole sur l'échelle de droite.

Lecture : au 3^e trimestre 2016, l'emploi SMNA a progressé de 51 200 et l'intérim de 29 500. Parallèlement, la valeur ajoutée marchande non agricole a augmenté de 0,3 %.
Champ : France métropolitaine (emploi) ; France entière (valeur ajoutée).

Sources : Dares, Insee.

L'emploi total augmente de 54 000 postes, dont 51 000 pour l'emploi salarié marchand non agricole

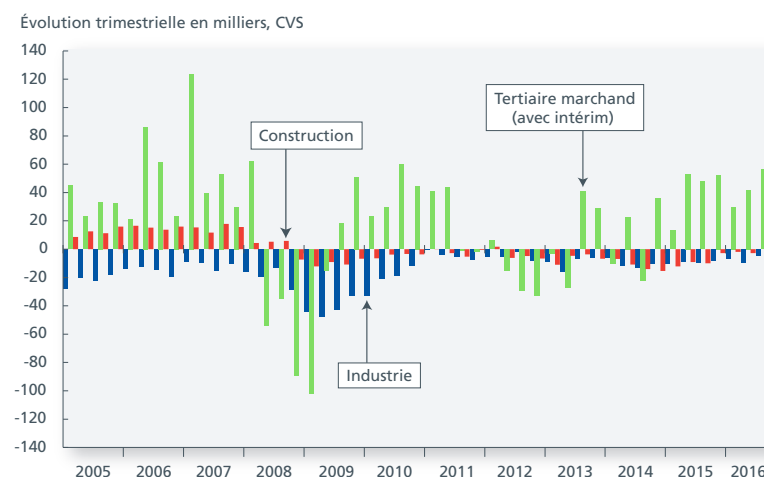
D'après les estimations d'emploi publiées par l'Insee en partenariat avec la Dares, l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles (SMNA) en France métropolitaine augmente au 3^e trimestre 2016 (1) de 51 200 postes, après 29 400 au trimestre précédent (graphique 1, tableau 1, [2]).

La croissance de l'emploi SMNA reste très différente selon les secteurs. L'emploi tertiaire marchand hors intérim continue de créer des emplois (+26 600 postes après +39 000 postes) alors que l'emploi demeure orienté à la baisse dans l'industrie (-4 700 après -7 500) et est quasi stable dans la construction (-300 après -1 900). Les destructions d'emploi dans la construction ont ralenti en 2016 après plusieurs années de forte baisse (graphique 2). L'intérim repart à la hausse au 3^e trimestre 2016 (+29 500 postes) après deux trimestres de stabilité. Sur un an, il a augmenté nettement (+49 600 postes, soit +8,8 %) (graphique 3, [3]).

Dans les autres secteurs, l'emploi progresse également mais à un rythme plus modéré que les trimestres précédents. L'emploi salarié privé non marchand a ainsi ralenti au 3^e trimestre 2016 (+6 000 après +10 000 le trimestre précédent). L'emploi total reste orienté à la hausse avec 54 000 emplois supplémentaires au 3^e trimestre, après +39 000 le trimestre précédent. Sur un an, entre septembre 2015 et septembre 2016, l'emploi total a augmenté de 213 000 postes, après une hausse de 87 000 postes entre septembre 2014 et septembre 2015 (graphique 4).

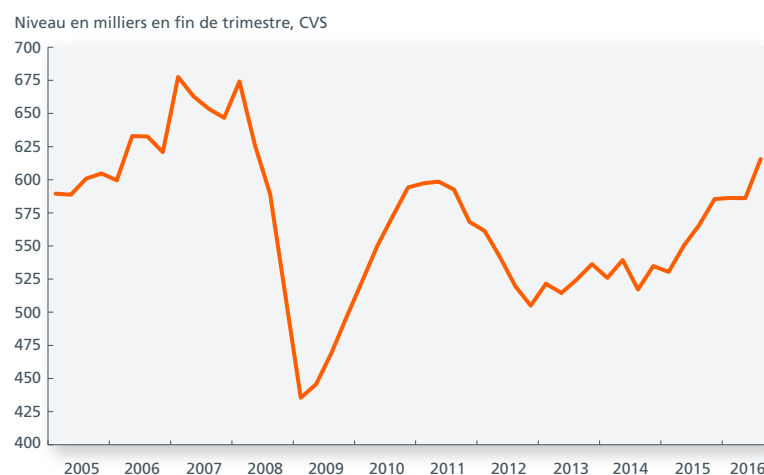
Les tensions sur le marché du travail sont stables au 3^e trimestre. Le nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle Emploi et le nombre de nouveaux inscrits en catégories A, B et C ont tous les deux baissé (-5 % chacun). Sur un an, la tendance est orientée à la baisse (-4 %), portée par la hausse des entrées à Pôle emploi [4].

Graphique 2
Emploi salarié par grands secteurs d'activité



L'intérim est inclus dans le tertiaire marchand et non ventilé par secteurs utilisateurs.
Lecture : au 3^e trimestre 2016, l'emploi dans le tertiaire marchand (avec intérim) a progressé de 56 200.
Champ : France métropolitaine.
Sources : Dares, Insee.

Graphique 3
Emploi intérimaire



Lecture : À la fin du 3^e trimestre 2016, on compte 615 600 emplois en intérim.
Champ : France métropolitaine.
Source : Dares, exploitation des fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Tableau 1
De l'emploi salarié des secteurs marchands non agricoles à l'emploi total

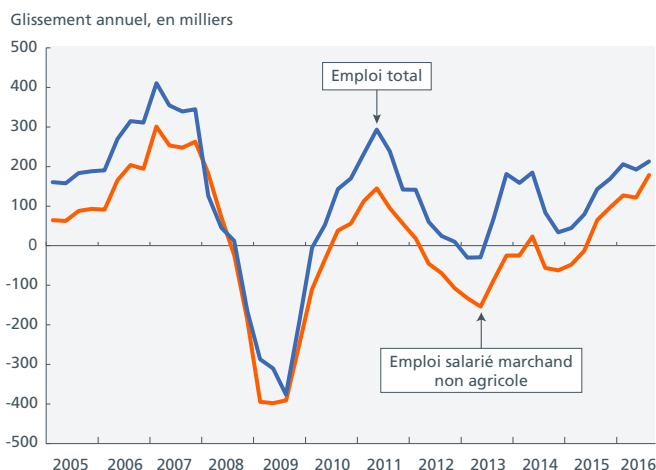
Données CVS, en fin de trimestre	2016		2015				2016				2015	2016
	T3	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T3	T3	
	Niveau, en milliers	Évolution sur un trimestre, en milliers										Évolution sur un an, en %
Secteurs principalement marchands non agricoles	16 095	-10	32	26	51	47	29	51			0,4	1,1
Dont : Industrie	3 104	-10	-9	-10	-8	-6	-8	-5			-1,2	-0,8
Construction	1 311	-12	-9	-10	-3	-2	-2	0			-3,4	-0,5
Tertiaire	11 681	11	50	47	62	55	39	56			1,3	1,8
dont : intérim	616	-5	20	16	19	1	0	30			9,5	8,8
Autres (1)	10 828	7	8	-6	8	13	10	3			0,2	0,3
Dont : Non-marchand privé (2)	2 040	5	9	1	8	8	10	6			1,1	1,6
Emploi total	26 923	-3	40	20	59	60	39	54			0,3	0,8
Dont : emploi salarié des secteurs concurrentiels	18 136	6	45	13	61	55	40	57			0,5	1,2

(1) Salariés de l'agriculture, salariés et emplois non aidés de l'administration, de l'éducation, de la santé et de l'action sociale, emplois aidés des secteurs principalement non marchands, non-salariés de tous les secteurs.

(2) Emploi salarié dans les entreprises et les associations privées des secteurs principalement non marchands (OQ : administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale ; hors emploi public).

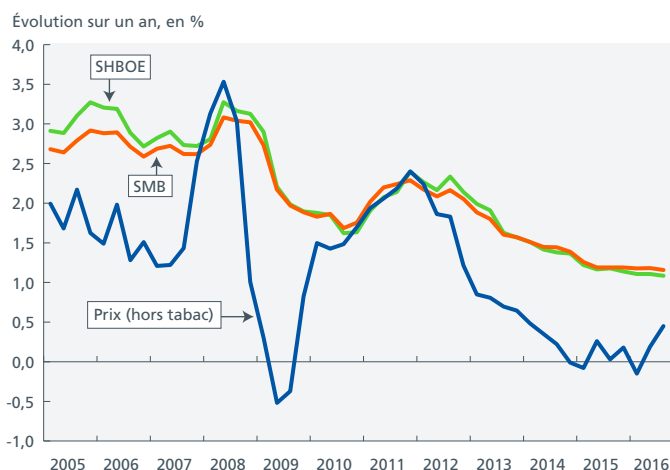
Sources : Dares, Insee.

Graphique 4
Emploi salarié marchand non agricole et emploi total



Lecture : Au 3^e trimestre 2016, l'emploi total augmente de 213 000 par rapport au même trimestre de 2015 ; l'emploi salarié des secteurs principalement marchands non agricoles augmente pour sa part de 179 000.
Champ : France métropolitaine.
Source : Insee.

Graphique 5
Salaires de base nominaux et indice des prix à la consommation



Le glissement annuel des prix hors tabac est calculé en rapportant le dernier mois du trimestre au dernier mois du même trimestre de l'année précédente, comme dans le tableau 2.
Champ : France métropolitaine (SHBOE, SMB) ; France entière (prix).
Sources : Dares, Insee.

Le pouvoir d'achat des salaires ralentit légèrement sur un an

Le salaire horaire de base des ouvriers et des employés (SHBOE) et le salaire mensuel de base (SMB) progressent en données brutes au 3^e trimestre 2016 (+0,2 % chacun après +0,3 % le trimestre précédent [5]). Sur un an, entre septembre 2015 et septembre 2016, le SHBOE et le SMB ont progressé respectivement de 1,1 % et 1,2 % (tableau 2, graphique 5), soit au même rythme qu'un an auparavant entre septembre 2014 et septembre 2015.

En rythme annuel, le pouvoir d'achat du SHBOE et du SMB progresse respectivement de 0,9 % et 0,8 % entre septembre 2015 et septembre 2016, après une hausse de 1,2 % chacun entre septembre 2014 et septembre 2015. Le ralentissement du pouvoir d'achat des salaires provient de l'accé-

lération des prix à la consommation (0,4 % entre le 3^e trimestre 2015 et le 3^e trimestre 2016 après 0,0 % entre le 3^e trimestre 2014 et le 3^e trimestre 2015).

Le salaire moyen par tête (SMPT) dans les secteurs marchands non agricoles, qui intègre notamment des éléments de primes et de structure de la main-d'œuvre, a augmenté au 3^e trimestre 2016 (+0,3 % après +0,1 % au trimestre précédent). Entre le 3^e trimestre 2015 et le 3^e trimestre 2016, le SMPT a progressé de 1,4 %, après une croissance de 1,6 % entre le 3^e trimestre 2014 et le 3^e trimestre 2015. Le pouvoir d'achat du SMPT (3) a ainsi augmenté de 1,1 % en un an, après une hausse de 1,5 % l'année précédente.

Le ralentissement des salaires réels est ainsi en phase avec celui de la productivité apparente du travail au 3^e trimestre, celle-ci étant stable

Tableau 2
Évolutions des salaires de base et du salaire moyen par tête (en valeur nominale) et de leur pouvoir d'achat

	2015				2016				2015	2016
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T3	T3
	Évolution sur un trimestre, en %								Évolution sur un an, en %	
Prix à la consommation (1)	0,3	0,3	-0,5	0,1	0,0	0,6	-0,3		0,0	0,4
Salaire horaire de base ouvrier et employé (SHBOE)	0,5	0,3	0,2	0,1	0,5	0,3	0,2		1,2	1,1
Pouvoir d'achat du SHBOE (2)	0,3	-0,1	0,7	0,1	0,6	-0,3	0,5		1,2	0,9
Salaire mensuel de base (SMB) (3)	0,5	0,3	0,2	0,1	0,5	0,3	0,2		1,2	1,2
Pouvoir d'achat du SMB (4)	0,2	0,0	0,7	0,0	0,5	-0,3	0,5		1,2	0,8
Salaire moyen par tête (SMPT) (5)	0,7	0,3	0,3	0,5	0,6	0,1	0,3		1,6	1,4
Pouvoir d'achat du SMPT (6)	1,0	-0,6	0,6	0,7	1,1	-0,9	0,3		1,5	1,1

(1) Glissement trimestriel de l'indice des prix à la consommation hors tabac pour l'ensemble des ménages (mesuré avec le dernier mois de chaque trimestre, données brutes).
(2) La variation du SHBOE est déflatée par l'évolution de l'indice des prix hors tabac des ménages appartenant au premier quintile de niveau de vie (dernier mois du trimestre).
(3) Données brutes, fin de trimestre, établissement des entreprises de plus de 10 salariés des secteurs principalement marchands non agricoles.
(4) La variation du SMB est déflatée par l'évolution de l'indice des prix hors tabac de l'ensemble des ménages (dernier mois du trimestre).
(5) Données CVS, moyenne trimestrielle, secteurs principalement marchands non agricoles.
(6) La variation du SMPT est déflatée par l'évolution de l'indice des prix hors tabac de l'ensemble des ménages (moyenne du trimestre).
Champ : France métropolitaine (SHBOE, SMB) ; France entière (SMPT, prix).
Sources : Dares, Insee.

(2) La variation en valeur réelle des salaires est mesurée en déflatant les salaires nominaux par l'indice des prix à la consommation hors tabac des ménages (« salaires en euros constants » ou « salaires réels »). Les salaires de base étant évalués au dernier mois du trimestre, leur glissement annuel est rapporté à celui de l'indice national des prix à la consommation hors tabac du même mois (IPChT).

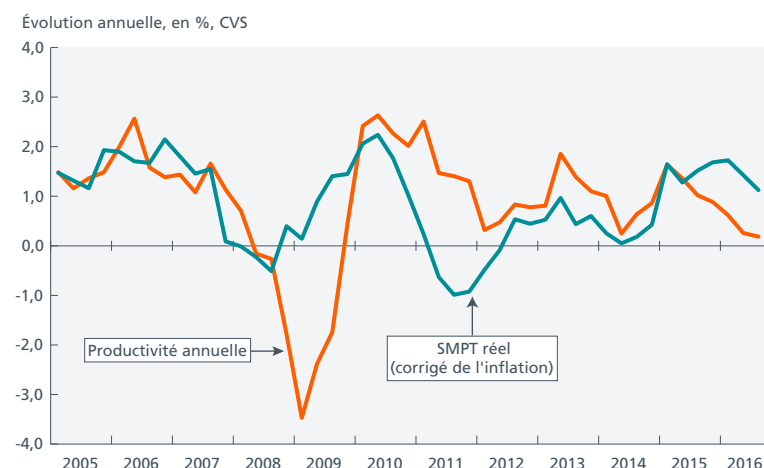
(3) Le SMPT étant évalué en moyenne sur le trimestre, son évolution annuelle est rapportée à celle de la moyenne trimestrielle de l'indice des prix à la consommation hors tabac (IPChT). Entre le 3^e trimestre 2015 et le 3^e trimestre 2016, l'IPChT en moyenne trimestrielle augmente de 0,3 % après avoir augmenté de 0,1 % entre le 3^e trimestre 2015 et le 3^e trimestre 2014.

par rapport au trimestre précédent. Depuis un an, toutefois, les salaires progressent plus vite que la productivité apparente du travail, après cinq années de modération (graphique 6).

Baisse des contrats aidés pour la première fois depuis la création des emplois d'avenir

Après une période de hausse constante depuis le début de l'année 2013, le nombre de personnes en contrat aidé diminue ce trimestre de 26 000 pour atteindre 518 000 fin septembre 2016 (tableau 3, graphique 6). La baisse s'observe pour tous les types de contrats, sauf ceux de l'insertion par l'activité économique (+2 000 bénéficiaires ce trimestre). Elle s'explique essentiellement par les consignes restrictives qui ont été adressées aux organismes prescripteurs afin de respecter les enveloppes budgétaires de l'année 2016. La baisse est particulièrement forte dans le secteur marchand où le nombre de bénéficiaires de CUI-CIE diminue de 15 000 au 3^e trimestre, après un an et demi de très forte augmentation. Le nombre de jeunes en emploi d'avenir diminue de 8 000 au 3^e trimestre 2016. La tendance amorcée en début d'année s'amplifie au fur et à mesure de la sortie des jeunes entrés dans le dispositif début 2013. Sur un an, néanmoins, le nombre de bénéficiaires de contrats aidés augmente de 2,7 %.

Graphique 6
Productivité par tête



Lecture : Au 3^e trimestre 2016, la productivité par tête a augmenté de 0,2 % par rapport au 3^e trimestre 2015 et le salaire moyen par tête (SMPT) corrigé de l'inflation de 1,1 %.

Champ : secteurs principalement marchands non agricoles, France métropolitaine (estimation Dares).
Sources : Dares, Insee.

Les effectifs en apprentissage augmentent ce trimestre de 10 000, portés à la fois par des entrées dynamiques et par des sorties moins nombreuses que l'année dernière. Les effectifs en contrat de professionnalisation croissent de 3 000 ce trimestre, suivant la tendance amorcée depuis deux ans.

Tableau 3
Entrées et effectifs de bénéficiaires des dispositifs spécifiques de politique de l'emploi

	Entrées sur le trimestre, données brutes			Cumul des entrées sur 12 mois glissants			Nombre de bénéficiaires en fin de trimestre, données cvs		
	T3 2015	T3 2016	Évolution en %	Oct. 2014 à sept. 2015	Oct. 2015 à sept. 2016	Évolution en %	T3 2015	T3 2016	Évolution en %
Emplois aidés (1)	547	579	5,8	1 898	2 080	9,6	1 497	1 547	3,3
Contrat aidé	179	178	-0,7	621	680	9,6	504	518	2,7
CUI-CAE	79	85	7,3	244	275	12,5	202	221	9,4
CUI-CIE	23	12	-48,6	78	99	26,6	54	59	9,6
Emploi d'avenir.....	21	20	-1,7	82	75	-8,0	121	107	-11,2
Insertion par l'activité économique	56	61	8,2	217	232	6,7	128	131	2,2
Contrat en alternance	165	171	3,5	457	472	3,2	574	593	3,2
Apprentissage.....	109	113	3,6	276	285	3,5	382	393	2,9
Contrat de professionnalisation	56	58	3,2	181	186	2,8	193	200	3,7
Autre emploi aidé (2)	202	230	13,5	820	928	13,1	419	437	4,2
Formation des personnes en recherche d'emploi	165	232	40,7	667	808	21,1	236	273	15,9
	Évolutions trimestrielles des bénéficiaires, en milliers, données cvs				Évolution annuelle en milliers				
	T4 2015	T1 2016	T2 2016	T3 2016					
Emplois aidés	20	29	11	-12	49				
Contrat aidé	15	18	6	-26	13				
CUI-CAE	7	10	6	-4	19				
CUI-CIE	8	11	1	-15	5				
Emploi d'avenir.....	0	-1	-4	-8	-13				
Insertion par l'activité économique	0	-2	4	2	3				
Contrat en alternance	5	-2	2	13	18				
Apprentissage.....	3	-1	0	10	11				
Contrat de professionnalisation	2	0	2	3	7				
Autre emploi aidé	1	13	3	1	17				
Formation des personnes en recherche d'emploi	-10	8	32	7	37				

(1) Les flux d'entrées correspondent à des nouvelles embauches ou à des reconductions des contrats existants, à l'exception de certains contrats de l'IAE (dans les AI et les ETTI) où seules les nouvelles embauches sont comptabilisées ; les stocks correspondent à des bénéficiaires en fin de trimestre, sauf pour ces mêmes contrats de l'IAE et pour les dispositifs d'exonération où il s'agit du nombre de bénéficiaires au cours du dernier mois du trimestre.

(2) Les autres emplois aidés regroupent les dispositifs ciblés sur les territoires en difficulté, les exonérations sur les embauches de jeunes en CDI, les contrats de génération, l'aide aux chômeurs créateurs d'entreprises, et l'accompagnement des restructuration (ATD).

Champ : France métropolitaine

Sources : Dares, ASP, Acof, Pôle emploi, ministère de l'éducation nationale, données provisoires ou estimées.

Au total, le nombre de bénéficiaires d'un contrat en alternance s'élève à 593 000 fin septembre 2016 et augmente de 18 000 en un an (+3,2 %).

Au 3^e trimestre 2016, le nombre de bénéficiaires d'emplois aidés s'élève à 1,55 million, soit une baisse de 12 000 par rapport au trimestre précédent. Sur un an, il reste en augmentation de 49 000 (+3,3 %).

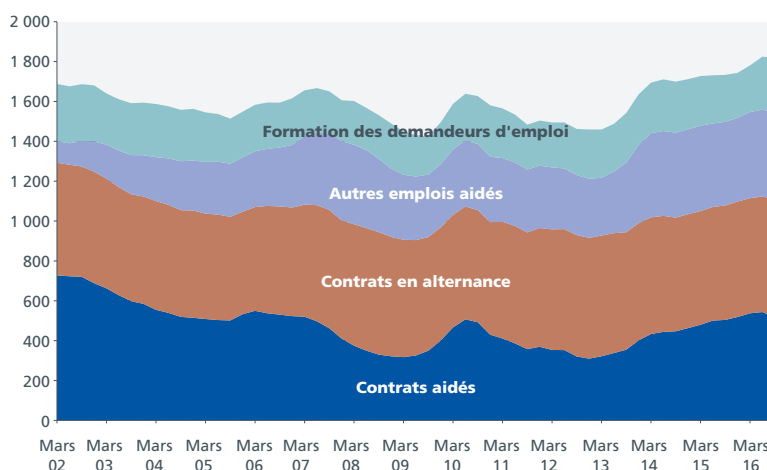
Les premiers effets du plan « 500 000 formations supplémentaires » sont visibles depuis le début de l'année 2016. Au 3^e trimestre, 117 000 personnes en recherche d'emploi sont entrées dans des formations commandées par Pôle emploi, 3 fois plus qu'à la même période de l'année précédente. Au contraire, les entrées dans les formations commandées par les régions sont moins nombreuses au 3^e trimestre 2016 qu'au 3^e trimestre 2015, malgré la poursuite du transfert de financement de certaines formations de l'État vers les régions. Au final, 273 000 personnes en recherche d'emploi étaient en formation fin septembre 2016, 37 000 de plus qu'un an auparavant (+15,9 %).

Hausse du taux de chômage au sens du BIT sur le trimestre

Au 3^e trimestre 2016, en France métropolitaine, 9,7 % de la population active était au chômage au sens du BIT (4) ; le taux de chômage augmente de 0,1 point par rapport au 2^e trimestre 2016 (tableau 4, graphique 8, [6]). Le nombre de chômeurs a augmenté de 31 000 par rapport au trimestre précédent et atteint 2 805 000 personnes en moyenne sur le trimestre.

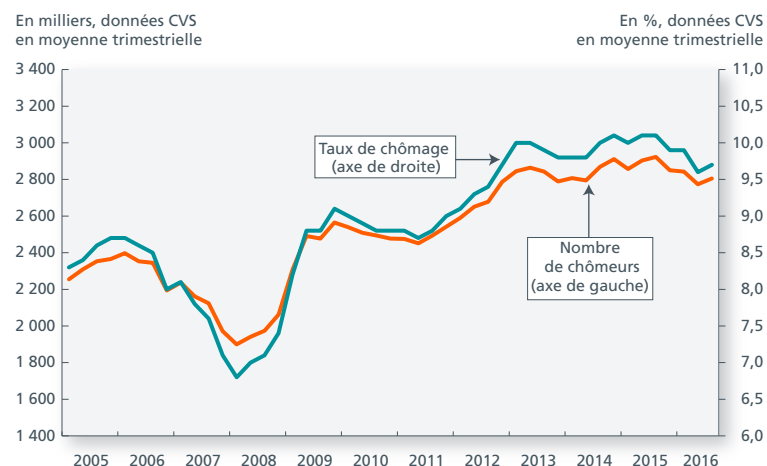
Par rapport au 2^e trimestre 2016, le taux de chômage des hommes a diminué de 0,2 point pour s'établir à 9,7 %, alors que celui des femmes a augmenté de 0,4 point pour s'établir à 9,7 % (graphique 9). Le taux de chômage des moins de 25 ans a augmenté de 1,2 point, celui des 25-49 ans

Graphique 7
Évolution des bénéficiaires des dispositifs spécifiques des politiques d'emploi



Champ : France métropolitaine.
Source : Dares, ASP, Acoess, Pôle emploi, ministère de l'Éducation nationale ; données provisoires ou estimées.

Graphique 8
Nombre de chômeurs et taux de chômage au sens du BIT



En milliers, données CVS en moyenne trimestrielle
En %, données CVS en moyenne trimestrielle
Estimation du taux de chômage à +/- 0,3 point (intervalle de confiance à 95 %) depuis le 3^e trimestre 2010.
Champ : personnes actives de 15 ans ou plus vivant en ménage ordinaire ; France métropolitaine.
Source : Insee, enquête Emploi.

Tableau 4
Nombre de chômeurs et taux de chômage au sens du BIT en France métropolitaine

Données CVS, en moyenne trimestrielle	Nombre de chômeurs			Taux de chômage		
	Niveau T3 2016 (p) (en milliers)	Variation T2 2016 / T3 2016 (en milliers)	Variation T3 2015 / T3 2016 (en milliers)	Niveau T3 2016 (p) (en %)	Variation T2 2016 / T3 2016 (en points)	Variation T3 2015 / T3 2016 (en points)
Hommes.....	1 453	-33	-150	9,7	-0,2	-1,0
Femmes.....	1 353	66	33	9,7	0,4	0,2
Moins de 25 ans.....	667	19	9	25,1	1,2	0,8
25-49 ans.....	1 546	-39	-144	8,7	-0,2	-0,8
50 ans ou plus.....	592	52	17	7,0	0,5	0,0
Ensemble.....	2 805	31	-118	9,7	0,1	-0,4

(p) Résultats provisoires.

Estimation à +/-0,3 point près du taux de chômage et de son évolution trimestrielle.

Champ : population des ménages, personnes de 15 ans ou plus ; France métropolitaine.

Sources : Insee, enquête Emploi.

a baissé de 0,2 point, et celui des seniors (50 ans ou plus) a augmenté de 0,5 point, pour atteindre respectivement 25,1 %, 8,7 % et 7,0 % (tableau 4).

Entre le 3^e trimestre 2015 et le 3^e trimestre 2016, le taux de chômage a diminué de 0,4 point en France métropolitaine (-1,0 point pour les hommes, +0,2 point pour les femmes). On dénombre, au 3^e trimestre 2016, 118 000 chômeurs de moins qu'un an auparavant.

Baisse du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi

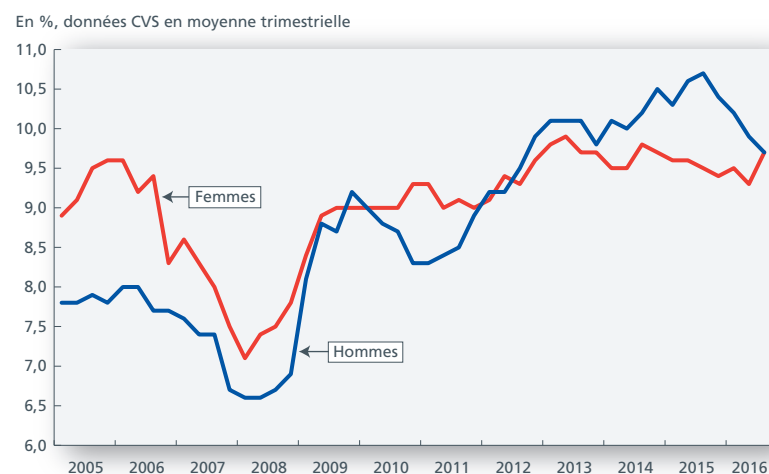
Après une baisse au 2^e trimestre 2016, le nombre de demandeurs d'emploi sans emploi et tenus de rechercher un emploi (catégorie A (5)) a continué de baisser au 3^e trimestre 2016 (-35 200, tableau 5 et graphique 10). Entre le 3^e trimestre 2015 et le 3^e trimestre 2016, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A a reculé de 59 500, après une hausse de 106 800 entre le 3^e trimestre 2014 et le 3^e trimestre 2015.

Le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C) a augmenté de 45 600 par rapport au trimestre précédent pour s'établir à 5 480 200 personnes à la fin du 3^e trimestre 2016. Entre le 3^e trimestre 2015 et le 3^e trimestre 2016, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C a augmenté de 54 700, après +297 900 entre le 3^e trimestre 2014 et le 3^e trimestre 2015.

À la fin du 3^e trimestre 2016, 6 238 800 personnes étaient inscrites à Pôle emploi en France métropolitaine, toutes catégories confondues (A, B, C, D, E), soit une hausse de 69 200 par rapport à la fin du 2^e trimestre 2016 et une hausse de 125 500 par rapport à la fin du 3^e trimestre 2015 (tableau 5, [7]).

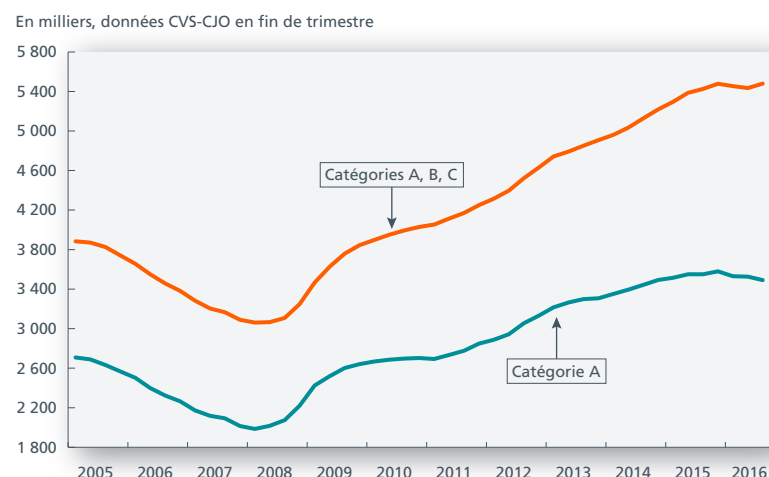
Après une baisse de 14 000 au 2^e trimestre 2016, le nombre de demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (catégories B et C) a augmenté de 80 800 au 3^e trimestre 2016 (tableau 5,

Graphique 9
Taux de chômage au sens du BIT par sexe



Champ : personnes actives de 15 ans ou plus vivant en ménage ordinaire ; France métropolitaine.
Source : Insee, enquête Emploi.

Graphique 10
Demandeurs d'emploi par catégorie



Champ : France métropolitaine.
Source : Dares-Pôle emploi, Statistiques mensuelles du marché du travail.

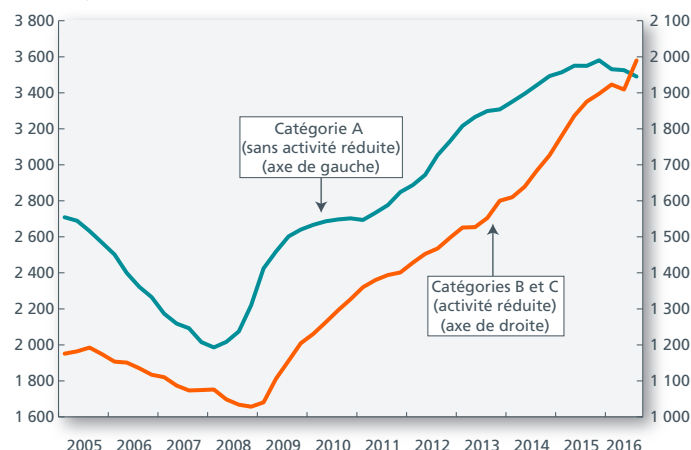
Tableau 5
Demandeurs d'emploi inscrits à pôle Emploi par catégorie et selon l'ancienneté sur les listes de Pôle emploi

Données CVS-CJO, en fin de trimestre	Nombre de demandeurs d'emploi au T3 2016 (en milliers)	Variation trimestrielle T2 2016 / T3 2016 (en milliers)	Variation annuelle T3 2015 / T3 2016 (en milliers)	Évolution trimestrielle T2 2016 / T3 2016 (en %)	Évolution annuelle T3 2015 / T3 2016 (en %)
Catégories A, B, C, D, E (ensemble des inscrits)	6 239	69	126	1,1	2,1
Catégories A, B, C (tenus de rechercher un emploi)	5 480	46	55	0,8	1,0
Catégorie A (sans activité)	3 491	-35	-60	-1,0	-1,7
Catégories B, C (exerçant une activité réduite)	1 990	81	114	4,2	6,1
Catégorie B (activité réduite courte)	739	20	22	2,7	3,1
Catégorie C (activité réduite longue)	1 251	61	92	5,1	7,9
Catégorie D (non tenus de rechercher un emploi, sans emploi)	325	21	46	6,8	16,4
Catégorie E (non tenus de rechercher un emploi, en emploi)	434	3	25	0,6	6,1
Demandeurs d'emploi en catégories A, B, C de longue durée	2 416	-14	-11	-0,6	-0,5
Part des demandeurs d'emploi en catégories A, B, C de longue durée (en % et en point)	44,1 %	-0,6 pt	-0,7 pt		

Champ : France métropolitaine.
Source : Dares-Pôle emploi, Statistiques mensuelles du marché du travail.

Graphique 11
Demandeurs d'emploi et activité réduite

En milliers, données CV-CJO en fin de trimestre

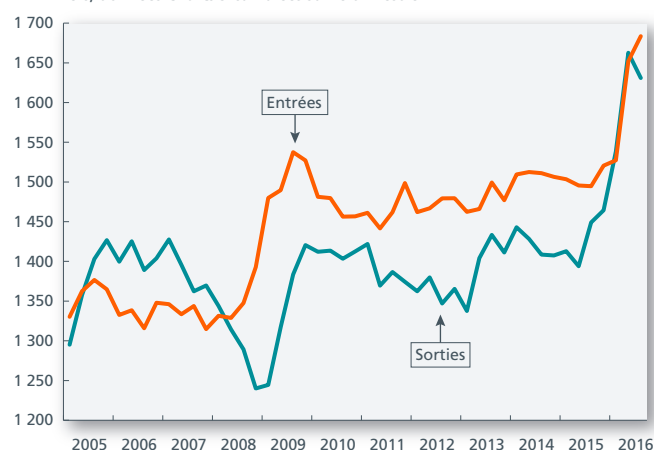


Champ : France métropolitaine.

Source : Dares-Pôle emploi, Statistiques mensuelles du marché du travail.

Graphique 12
Entrées et sorties de catégories A, B, C

En milliers, données CVS-CJO cumulées sur le trimestre



Note : il s'agit des entrées et sorties depuis ou vers les catégories A, B, C cumulées sur le trimestre, et non des individus entrés ou sortis de catégories A, B, C pendant le trimestre (un individu pouvant en effet entrer et sortir plusieurs fois au cours du trimestre). Les changements de catégorie entre A, B et C ne sont pas comptabilisés, tandis que les mouvements depuis ou vers les catégories D et E le sont.

Champ : France métropolitaine.

Source : Dares-Pôle emploi, Statistiques mensuelles du marché du travail.

graphique 11). L'activité réduite longue (de plus de 78 heures dans le mois, catégorie C) explique une grande partie de cette hausse (61 100 ce trimestre contre 19 700 pour la catégorie B).

Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée, c'est-à-dire inscrits depuis au moins un an en catégories A, B, C (6), a baissé au 3^e trimestre 2016 : -13 700 sur le trimestre et -11 300 sur un an. La part des inscrits depuis au moins un an parmi les demandeurs d'emploi en catégories A, B, C atteint 44,1 % à la fin du 3^e trimestre 2016. Sur un an, cette part a baissé de 0,7 point.

Au 3^e trimestre 2016, le nombre d'entrées en catégories A, B, C a augmenté de 1,9 % par rapport au trimestre précédent, alors que les sorties ont baissé de 1,9 % (graphique 12). Les sorties pour entrées en stage contribuent à faire croître le nombre des sorties de catégories A, B, C.

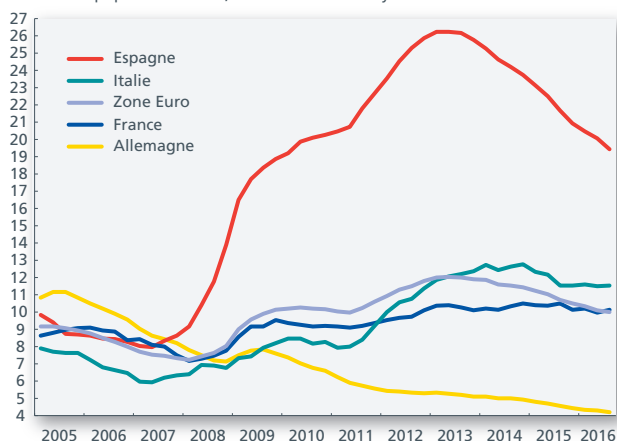
Dans la zone euro, la croissance progresse modérément et le chômage poursuit son recul

Dans la zone euro, le PIB augmente au 3^e trimestre 2016 (+ 0,3 %, comme au trimestre précédent [8]). Sur un an, l'activité progresse de 1,7 %. Par pays, la croissance augmente de 0,7 % en Espagne (après +0,8 % également), de 0,2 % en Allemagne (après +0,4 %) et de 0,3 % en Italie (après +0,1 %). En dehors de la zone euro, le PIB du Royaume-Uni s'accroît de 0,5 % (après +0,7 %).

Le taux de chômage au sens du BIT baisse depuis plus d'un an dans la zone euro. Il s'établit à 10,0 % de la population active ce trimestre, après 10,1 % au 2^e trimestre et 10,7 % un an auparavant (graphique 13, [9]). Le chômage s'est stabilisé en Allemagne (4,2 % après 4,3 % au trimestre pré-

Graphique 13
Taux de chômage en zone euro

En % de la population active, données CVS en moyenne trimestrielle



Taux de chômage au sens du BIT, personnes entre 15 et 74 ans.

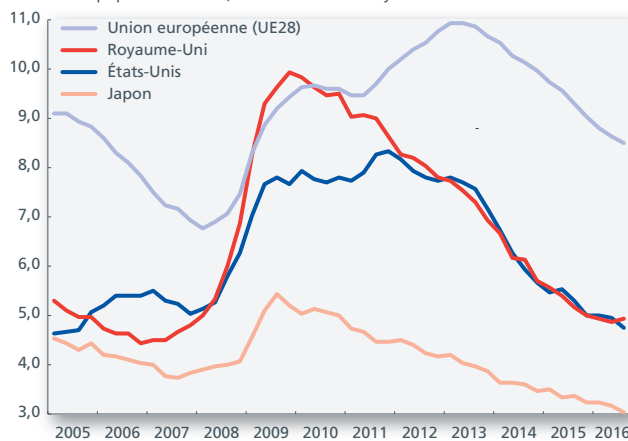
Pour la France, les données couvrent la France métropolitaine et les DOM.

Lecture : Au 3^e trimestre 2016, le taux de chômage de l'Espagne est de 19,4 %.

Source : Eurostat.

Graphique 14
Taux de chômage dans le monde

En % de la population active, données CVS en moyenne trimestrielle



Taux de chômage au sens du BIT, personnes entre 15 et 74 ans.

Lecture : Au 3^e trimestre 2016, le taux de chômage de l'Union européenne est de 8,5 %.

Source : Eurostat.

cédent, et 4,6 % un an auparavant) ainsi qu'en Italie (11,5 %, soit le même niveau qu'un an auparavant) alors qu'il diminue en Espagne à 19,4 % (après 20,1 % le trimestre précédent et 21,7 % un an auparavant). Au Royaume Uni, le taux de chômage diminue à 4,8 % (5,3 % un an auparavant).

Aux États-Unis, l'activité progresse ce trimestre (+0,8 % après +0,4 % le trimestre précédent, soit +1,6 % sur un an). Le taux de chômage se stabilise à 4,9 % au 3^e trimestre 2016 après 5,2 % un an auparavant (graphique 14). Le PIB japonais aug-

mente de 0,3 % ce trimestre après avoir été stable le trimestre précédent ; il augmente de 0,5 % sur un an, tandis que le taux de chômage continue sa décrue (3,0 % après 3,2 % au trimestre précédent, et 3,4 % un an auparavant).

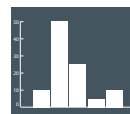
Cette synthèse conjoncturelle a été réalisée à la Dares par une équipe animée par Vivien Heim et composée de Christophe Dixte, Anthony Bouvier, Marie Rey et Vivien Heim.

Pour en savoir plus

- [1] Insee (2016), « Le PIB augmente de 0,2 % au troisième trimestre 2016 », *Informations Rapides* n° 310, novembre.
- [2] Insee (2016), « La hausse de l'emploi se poursuit au troisième trimestre 2016, portée par l'intérim », *Informations Rapides* n° 319, décembre.
- [3] Lebrault G. (2017), « L'emploi intérimaire repart à la hausse au 3^e trimestre 2016 », *Dares Indicateurs* n° 002, janvier.
- [4] Bergeat M. (2016), « Les tensions sur le marché du travail au 3^e trimestre 2016 », *Dares Indicateurs* n° 079, décembre.
- [5] Pignier J. (2016), « Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre au 2^e trimestre 2016 - Résultats définitifs », *Dares Indicateurs* n° 077, décembre.
- [6] Insee (2016), « Le taux de chômage augmente de 0,1 point au troisième trimestre 2016 », *Informations Rapides* n° 300, novembre.
- [7] Dares, Pôle emploi (2017), « Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en décembre 2016 », *Dares Indicateurs* n° 004, janvier.
- [8] Eurostat (2016), « Le PIB en hausse de 0,3 % dans la zone euro et de 0,4 % dans l'UE28 », *Euro-indicateurs, communiqué de presse* n° 244, décembre.
- [9] Eurostat (2016), « Le taux de chômage à 9,8 % dans la zone euro », *Euro-indicateurs, communiqué de presse* n° 239, décembre.

<http://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/statistiques-de-a-a-z/article/la-statistique-mensuelle-du-marche-du-travail-stmt>

**Données des graphiques et tableaux
accessibles au format excel**



DARES INDICATEURS

est édité par le ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares),

39-43, quai André Citroën, 75902 Paris cedex 15.

<http://dares.travail-emploi.gouv.fr> (Publications)

Directrice de la publication : **Selma Mahfouz**

Rédactrice en chef : **Anne Delahaye**

Secrétariat de rédaction : **Marie Avenel, Thomas Cayet**

Maquettistes : **Guy Barbut, Thierry Duret, Bruno Pezzali**

Conception graphique et impression : ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Réponse à la demande : dares.communication@travail.gouv.fr

Abonnement aux avis de parution de la Dares :

<http://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/avis-de-parution/article/abonnement>

Dépôt légal : à parution.

Numéro de commission paritaire : 3124 AD.

ISSN 2109 - 4128 et ISSN 2267 - 4756.